

**Cabinet de la Directrice générale  
Inspection régionale autonomie santé**

**[REDACTED]**  
Cheffe du service des EHPAD  
Pôle opérateur  
Sous-direction de l'autonomie  
5 boulevard Diderot  
75012 PARIS

Affaire suivie par : Nathalie LECOEUR

[REDACTED]  
Lettre recommandée avec AR  
N° 2C 184 569 5857 8

Saint-Denis, Paris, le 18 octobre 2023

Madame,

Une inspection conjointe inopinée a été menée par l'Agence régionale de santé Île-de-France (ARS IDF) et la Ville de Paris au sein de « l'EHPAD Alquier Debrousse » les 26 et 27 avril 2023.

La mission d'inspection nous a remis son rapport dont vous trouverez un exemplaire ci-joint.

**Elle a relevé les points positifs suivants :**

- Une dynamique nouvelle et la volonté d'améliorer les organisations,
- Des soignants nombreux qui s'investissent auprès des résidents,
- La présence de médecins coordonnateurs et prescripteurs,
- Des dossiers médicaux renseignés et une informatisation très importante,
- La mise en place d'une procédure d'admission (volet administratif),
- Une prise en compte de la bientraitance.

**Cependant la mission a constaté de nombreux écarts à la réglementation et aux référentiels de bonnes pratiques en matière de :**

- **Gouvernance**

- Un manque de culture de la déclaration et de l'analyse des dysfonctionnements et événements indésirables,
- Une unité d'hébergement renforcée qui ne répond ni aux besoins des résidents ni à la réglementation ;

- **Fonctions supports**

- Une confusion institutionnalisée des qualifications et compétences des personnels soignants, entraînant des glissements de tâches dont l'exercice illégal de la profession d'IDE et une présence aléatoire de personnels diplômés auprès du résident,
- Une qualité d'entretien des locaux inégale et la présence de souris créant un risque sanitaire ;

- **Prise en charge**

- Une organisation et un fonctionnement de l'établissement qui ne garantissent pas le plein exercice de leurs droits par les résidents,
- Un non-respect de plusieurs obligations réglementaires et bonnes pratiques de soins dont notamment des glissements de tâches dans la distribution des médicaments.

Au regard de l'ensemble des constats réalisés par la mission, nous envisageons de vous notifier 4 injonctions, 15 prescriptions et 2 recommandations figurant en **annexe** du présent courrier et portant notamment sur :

- La mise en conformité de l'unité d'hébergement renforcée,
- Le respect des obligations réglementaires et bonnes pratiques de soins, notamment le suivi nutritionnel des résidents, ainsi que des compétences et qualifications du personnel soignant,
- La mise en œuvre d'une politique proactive de déclaration et d'analyse des dysfonctionnements et événements indésirables,
- La mise en place de toutes les mesures de lutte contre les rongeurs,
- La mise en œuvre de l'ensemble des dispositifs et mesures garantissant les droits des résidents.

Nous vous rappelons que l'absence de mise en œuvre dans le délai imparti des mesures correctives enjointes par une injonction peut être sanctionnée en application des dispositions des articles L. 313-14 et L. 313-16 du code de l'action sociale et des familles par l'application d'astreintes financières et sanctions financières, l'interdiction de gérer toute nouvelle autorisation, la mise sous administration provisoire, la suspension ou la cessation de tout ou partie des activités de l'établissement.

Dans le cadre de la procédure contradictoire prévue par les articles L. 121-1 et L. 122-1 du code des relations entre le public et l'administration, nous vous invitons à nous faire connaître vos observations sur les mesures correctives envisagées dans un délai d'un mois à compter de la réception du présent courrier.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser la copie de vos éléments de réponse :

- A l'ARS IDF par l'intermédiaire de la plateforme « Collecte Pro » :  
<https://collecte-pro.gouv.fr/?next=/questionnaire/modifier/1054/>
- A la Ville de Paris : [REDACTED]

Sans réponse de votre part à l'issue de ce délai, nous vous notifierons nos décisions définitives telles que figurant à l'annexe précitée.

Nous vous prions d'agréer, Madame, l'expression de notre considération distinguée.

La Directrice générale  
de l'Agence régionale de santé  
d'Île de France



Amélie VERDIER

Pour la Maire de Paris et par délégation,  
L [REDACTED] nce de l'Autonomie  
D [REDACTED]



Jeanne SEBAN

Copie :

[REDACTED]  
Directeur  
EHPAD Alquier Debrousse  
1, allée Alquier Debrousse  
75020 PARIS

**Annexe : Mesures envisagées dans le cadre de l'inspection réalisée au sein de l'EHPAD Alquier Debrousse les 26 et 27 avril 2023**

|   | Injonction envisagée <sup>1</sup>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Texte de référence                                                                                                                                                  | Réf. rapport                                         | Délai de mise en œuvre |
|---|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------|------------------------|
| 1 | 1- Faire cesser immédiatement la distribution des médicaments par les agents de soins au chevet (ASO) et les aides-soignants diplômés (ASD) sans formation ad hoc ;<br>2- Modifier les fiches de postes et/ou de tâches en différenciant clairement les ASO des ASD et en respectant les compétences de chaque catégorie de professionnels ;<br>3- Informer l'ensemble du personnel afin de faire cesser cette pratique ;<br>Transmettre les documents qui en attestent. | L4311-2, R4311-4 et<br>L4391-1 du CSP, L451-1, L311-3 et D312-155,<br>2° du CASF et à<br>l'article 14 de l'arrêté du<br>10 juin 2021 relatif à la<br>formation DEAS | <b>E. 22, 33, 34</b><br><br><b>N° IGAS : 2.1.4.0</b> | 1 mois                 |
| 2 | 1- Transmettre l'ensemble des procédures de la politique de déclaration et de suivi des événements indésirables simples et graves, liés aux soins ou non ;<br>2- Transmettre les documents attestant de l'information et de la formation de l'ensemble des salariés y compris temporaires.                                                                                                                                                                               | L331-8-1, R331-8 à 10<br>du CASF                                                                                                                                    | <b>E. 15 et 16</b><br><br><b>N° IGAS : 1.5.1.6</b>   | 1 mois<br><br>3 mois   |

<sup>1</sup> En cas de maintien d'une ou plusieurs injonctions au terme de la présente procédure contradictoire, le constat de l'absence de mise en œuvre des mesures correctrices dans les délais fixés et de persistance des risques ou manquements mis en cause, peut donner lieu, en application des dispositions des articles L 313-14 et 16 ainsi que R 313-25-1 à 3 CASF à une astreinte journalière, à l'interdiction de gérer toute nouvelle autorisation, à l'application d'une sanction financière, à la mise sous administration provisoire ou la suspension, la cessation ou la fermeture, totale ou partielle, de l'activité de l'établissement.

| Injonction envisagée |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | Texte de référence                                    | Réf. rapport                                 | Délai de mise en œuvre |
|----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|----------------------------------------------|------------------------|
| 3                    | <p>Mettre l'organisation et le fonctionnement de l'unité d'hébergement renforcé (UHR) en conformité avec les engagements pris lors de la demande d'autorisation et la réglementation, notamment :</p> <p>1- Rédiger et mettre en œuvre un projet spécifique pour l'unité d'hébergement renforcée ;</p> <p>2- Rédiger ou mettre à jour les critères d'entrée et de sortie d'un résident de l'UHR et transférer vers d'autres unités les résidents qui n'y répondent pas pour respecter ces critères ;</p> <p>3- Former les salariés exerçant en permanence et temporairement en UHR à la prise en charge de résidents atteints de maladie neurodégénérative ;</p> <p>Transmettre les documents qui en attestent.</p> | D312-155-0-2 du CASF                                  | <p>E. 2 ; 3 et 4</p> <p>N° IGAS :1.1.2.2</p> | 3 mois                 |
| 4                    | <p>Augmenter le taux d'occupation en hébergement permanent pour atteindre un minimum de 95%, en admettant prioritairement des personnes bénéficiaires de l'aide sociale à l'hébergement.</p> <p>Transmettre le taux d'occupation annuel de la résidence pour 2023.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | R. 314-160 du CASF et à l'arrêté du 28 septembre 2017 | <p>E.1</p> <p>N° IGAS :1.1.1.2</p>           | 6 mois                 |

Suite des mesures envisagées dans le cadre de l'inspection réalisée au sein de l'EHPAD Alquier Debrousse les 26 et 27 avril 2023

|   | Prescription envisagée                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Texte de référence                                       | Réf. rapport                      | Délai de mise en œuvre |
|---|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-----------------------------------|------------------------|
| 1 | Elaborer et faire valider le projet d'établissement en veillant notamment à la complétude des informations et à faire figurer le projet général de soins, le circuit du médicament et la mise à jour du plan bleu.<br>Transmettre les documents qui en attestent.                                                                                                                                                                                                                                                                                    | L. 311-8, D311-38, D312-158 1° et D312-160 du CASF       | E. 6 et 7<br>N° IGAS : 1.2.2.0    | 6 mois                 |
| 2 | Transmettre un document unique de délégation du directeur de l'établissement, daté et signé, précisant notamment le temps de travail dédié à l'EHPAD ALQUIER DEBROUSSE ainsi que la nature de ses missions et l'étendue de ses responsabilités.<br>Transmettre les documents qui en attestent.                                                                                                                                                                                                                                                       | D. 312-176-10 et D. 312-176-5 du CASF                    | E. 8 et 9<br>N° IGAS : 1.2.2.5    | 3 mois                 |
| 3 | Etablir des contrats de modalités d'exercice complets et valides pour chaque médecin coordonnateur et transmettre les documents qui en attestent.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | D.312-157 et D.312-159-1 CASF                            | E. 12 et 13<br>N° IGAS : 1.2.2.15 | 1 mois                 |
| 4 | 1- Assurer quotidiennement dans les effectifs soignants diurnes de chaque unité la présence de personnels disposant des qualifications attendues : certification ou diplôme d'Etat d'Aide-Soignant (ASD), d'aide médico-psychologique (AMP) ou d'accompagnant éducatif et social (AES) en adéquation avec les besoins des résidents.<br>2- Assurer quotidiennement dans chaque bâtiment la présence permanente d'IDE en nombre suffisant pour répondre aux besoins en soins infirmiers des résidents.<br>Transmettre les documents qui en attestent. | L4391-1 et L4311-2 à 10 du CSP & L311-3 1° et 3° du CASF | E. 20 et 21<br>N° IGAS : 2.1.0.0  | 6 mois                 |
| 5 | Etablir des conventions avec chaque professionnel libéral reprenant les modalités d'intervention du professionnel, la transmission d'informations, les modalités de coordination des soins avec le médecin coordonnateur de l'établissement, la formation continue du professionnel et signées des deux parties.<br>Transmettre les documents qui en attestent.                                                                                                                                                                                      | R313-30-1 du CASF                                        | E. 17<br>N° IGAS : 2.1.0.0        | 2 mois                 |



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



ARS  
Agence Régionale de Santé  
Île-de-France



VILLE DE  
PARIS

| Prescription envisagée |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |  | Texte de référence                                        | Réf. rapport                         | Délai de mise en œuvre |
|------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|-----------------------------------------------------------|--------------------------------------|------------------------|
| 6                      | Vérifier systématiquement l'inscription et/ou le renouvellement annuel à l'ordre infirmier de tous les professionnels IDE salariés par l'établissement en poste et à venir. Garder la preuve de cette vérification au dossier administratif du salarié.<br>Transmettre les documents qui en attestent                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |  | L4311-15 et L4312-1 du CSP<br>L311-3 du CASF              | E. 10 et 11<br>N° IGAS : 2.1.0.0     | 3 mois                 |
| 7                      | Compléter et faire parapher par le maire le registre des entrées et des sorties et transmettre les documents qui en attestent.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |  | L331-2 et R331-5 du CASF                                  | E. 23<br>N° IGAS : 2.3.2.1           | 1 mois                 |
| 8                      | Intensifier les mesures de ménage et de bio-nettoyage dans l'établissement pour garantir la dignité et la sécurité des résidents et les conditions de travail des agents.<br>Transmettre le protocole relatif à l'hygiène générale des locaux et au suivi de la prestation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |  | L1110-1 du CSP<br>L311-3 du CASF                          | E. 25<br>N° IGAS : 2.4.0.0           | 3 mois                 |
| 9                      | 1- Réaliser les travaux, notamment à l'UHR, et aménagements suivants nécessaires à la mise en sécurité des résidents et transmettre les documents qui en attestent : <ul style="list-style-type: none"><li>• Installer des appels malades dans tous les WC public ;</li><li>• Mettre aux normes les installations électriques pour permettre un usage normal et sans risque ;</li><li>• Supprimer les angles saillants, des deux côtés et à hauteur d'homme, présents sur les meubles placés au-dessus de la vasque des salles d'eau.</li></ul> 2- Veiller à ce que le fonctionnement quotidien de l'établissement tienne compte des besoins d'accès des résidents à l'ensemble des éléments d'aide aux déplacements et transmettre les documents qui en attestent : <ul style="list-style-type: none"><li>• Veiller au bon usage des chariots de linge et déchets présents dans les couloirs ;</li><li>• Veiller à ce que les résidents aient en permanence accès aux barres d'appui dans les couloirs ;</li><li>• Fermeture systématique des locaux et placards sécurisés.</li></ul> |  | L311-3 du CASF<br><br>(et normes de sécurité électriques) | R. 2 ; 12 et 17<br>N° IGAS : 2.4.1.0 | 3 mois<br><br>1 mois   |
| 10                     | Transmettre les documents attestant de la mise en œuvre de tous les moyens recommandés par le règlement sanitaire de la Ville de Paris et les sociétés savantes pour la lutte contre la présence de rongeurs et le risque de contamination humaine par des rongeurs.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |  | L1110-1 du CSP et<br>L311-3 du CASF                       | E. 26<br>N° IGAS : 2.5.2.7           | 6 mois                 |



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité



| Prescription envisagée |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Texte de référence                                                                                  | Réf. rapport                                                                       | Délai de mise en œuvre |
|------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| 11                     | <p>S'assurer que le(s) médecin(s) coordonnateur(s) réalise(nt) les quatorze missions de coordination selon la réglementation citée dans l'article D312-158 du CASF.</p> <p>Notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• La rédaction et la mise en œuvre du projet général de soins ;</li><li>• Mise en œuvre de la commission gériatrie annuelle (PGS) ;</li><li>• La rédaction du rapport d'activité médicale annuel (RAMA).</li></ul> <p>Transmettre les documents qui en attestent.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | D 312-156 et D312-158 CASF                                                                          | E. 29 28 et 3130<br>N° IGAS : 3.1.0.0                                              | 6 mois                 |
| 12                     | <p>Mettre en œuvre les mesures et dispositifs garantissant le plein exercice de leurs droits par les résidents et transmettre les documents qui en attestent :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• Rédiger et/ou réévaluer et mettre à jour les projets personnalisés des résidents en s'appuyant sur une procédure dédiée ;</li><li>• Mettre en place une organisation des soins d'hygiène et infirmiers pérenne (hors urgences) permettant le respect des droits individuels des résidents : le droit à une vie ordinaire, aux loisirs et à l'insertion dans la vie de l'établissement, dans la vie de famille et dans la société ;</li><li>• Veiller à ce que les résidents aient le choix de leur médecin traitant et tracer cette décision dans le dossier d'admission ;</li><li>• Réaliser régulièrement et diffuser les résultats des enquêtes de satisfaction à l'attention des résidents et de leur famille ou de leur représentant légal ;</li><li>• Mettre en place une procédure de suivi et un bilan annuel des réclamations et des mesures engagées ;</li><li>• Présenter le règlement de fonctionnement en CVS et l'afficher dans l'établissement ;</li><li>• Afficher dans les espaces publics l'ensemble des documents d'informations à destination des résidents et des familles ;</li><li>• Sécuriser totalement l'accès à la partie « papier » des dossiers médicaux ;</li><li>• Le livret d'accueil doit faire mention d'une politique de promotion de la bientraitance et de lutte contre la maltraitance. Cette thématique doit aussi être abordée dans le guide d'accueil du nouveau professionnel.</li></ul> | D312-11-0 3° CASF<br>L311-3 à L311-12;<br>R311-34 du CASF et<br>L1110-1; L1110-4;<br>L1110-8 du CSP | E. 5 ; 14 ; 19 ; 24 ;<br>27 ; 28<br>R. 1 ; 6 ; 7 ; 8 et 9<br><br>N° IGAS : 3.2.0.0 | 6 mois                 |



| Prescription envisagée |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Texte de référence                          | Réf. rapport                        | Délai de mise en œuvre |
|------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------|-------------------------------------|------------------------|
| 15                     | <ul style="list-style-type: none"> <li>Mettre en place une procédure d'évaluation, de suivi et de traçabilité des chutes, de même que des réunions pluridisciplinaires de bilan des chutes des résidents ;</li> <li>Mettre à jour le protocole de gestion d'une hospitalisation en urgence par rapport au fonctionnement effectif de l'EHPAD.</li> </ul> |                                             |                                     |                        |
|                        | Transmettre les conventions avec les établissements sanitaires de proximité accueillant les résidents en cas de nécessité (URG) et les partenaires des secteurs sociaux, médico-sociaux avec lesquels l'établissement a déclaré travailler.                                                                                                              | L312-7 du CASF et D312-155-0, I, 5° du CASF | E. 38 et R. 25<br>N° IGAS : 4.2.1.1 | 3 mois                 |

Suite des mesures envisagées dans le cadre de l'inspection réalisée au sein de l'EHPAD Alquier Debrousse les 26 et 27 avril 2023

| Recommandation envisagée |                                                                                                                                                                                                                         | Réf. rapport                   |
|--------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|
| 1                        | Le directeur devrait rédiger, mettre en œuvre et communiquer aux salariés une procédure de remplacement lors de ses absences et rédiger un document de subdélégation pour chaque professionnel assurant des astreintes. | R. 3 et 5<br>N° IGAS : 1.2.2.0 |
| 2                        | Le directeur devrait réaliser et diffuser un organigramme présentant clairement les liens hiérarchiques et fonctionnels entre les professionnels de l'EHPAD.                                                            | R. 4<br>N° IGAS : 1.2.2.6      |

